

AFFAIRE SONATRACH 2

La CTRF n'a pas été saisie, selon son président

La Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF) n'a pas été saisie dans le cadre de l'affaire Sonatrach 2. C'est ce que le président de cet organe spécialisé du renseignement financier auprès du ministère des Finances, Abdenour Hibouche, a laissé entendre jeudi dernier.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Interrogé lors d'une conférence de presse sur le rôle de la Cellule de traitement du renseignement financier dans le traitement de l'affaire dite Sonatrach 2 et mettant en cause la filiale Saipem du groupe italien ENI suspectée d'avoir versé des pots-de-vin à des responsables algériens en contrepartie de l'obtention de contrats pétroliers, le président de la CTRF a adopté un ton assez réservé. «Nous n'avons pas été saisis», dira Abdenour Hibouche, estimant que la CTRF n'est pas concernée et s'affichant soucieux de ne pas interférer en matière judiciaire, «sauf commission rogatoire».

S'exprimant sur le règlement de la Banque d'Algérie de décembre 2012, notamment la disposition relative aux «personnalités politiquement exposées», le président de la CTRF s'est voulu rétif à toute interprétation indue.

Précisant que cette disposition et d'autres mesures visent à mettre l'arsenal réglementaire en vigueur «au diapason» de la réglementation et des pratiques mondiales, Abdenour Hibouche a indiqué que la notion de «personnalités politiquement exposées» concerne «toute personne de nationalité étrangère, exerçant une fonction administrative, exécutive, législative ou judiciaire».

Sept affaires de blanchiment traitées en justice

Des affaires de blanchiment d'argent sont traitées par la justice, indique par ailleurs le président de la CTRF, rétif cependant à dévoiler la nature de l'infraction, le montant ainsi que l'identité des «blanchisseurs». Ainsi, il estime que «ce qui nous intéresse, ce n'est pas le montant mais la manière avec laquelle l'infraction a été commise».

Abdenour Hibouche avait indiqué que sept dossiers, supposés être en lien avec le blanchiment, ont été déjà transmis à la justice, avec deux en 2007, deux en 2011 et trois en 2012.

Cela même si M. Hibouche considère que l'existence de fonds «inaperçus» peut compliquer la tâche, la nécessité de lutter contre l'informel financier s'imposant, selon lui. Comme il estime qu'«il faut se concentrer sur certaines opérations», développer la vigilance sur les placements mais «ne pas jeter la suspicion» sur tout transfert de capitaux notamment vers l'Algérie.

Tout en précisant que d'autres affaires de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme sont traitées par la justice en application du code pénal, ces sept dossiers «méritaient», dira-t-il, le traitement judiciaire. Abdenour Hibouche a également spécifié qu'en cas de non-confirma-

tion du soupçon, le dossier ne sera pas donc soumis à la justice mais restera quand même en instance de traitement. Il a également indiqué que la CTRF a procédé en 2012 au «blocage» de l'exécution de trois opérations bancaires pour une durée de 72 heures.

Plus de 3 000 déclarations en 7 ans

D'autre part, le président de la CTRF, qui avait abordé le cadre institutionnel et juridique régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, avait présenté un bilan assez mitigé.

Certes, la collecte de renseignements sur la base des déclarations de soupçons et des rapports transmis par les établissements financiers et par des administrations, a enregistré une courbe ascendante entre 2005 et 2011, avec quelque 3 230 déclarations de soupçons «exclusivement par les banques» et près de 400 rapports transmis notamment par la Banque d'Algérie.

Les banques, en pole position

Et cela même si l'année 2012 a enregistré une légère diminution du nombre de déclarations de soupçons transmises, indique M. Hibouche qui l'explique par «les mesures de vigilance, les procédures de contrôle mises en place par les banques pour la surveillance des transactions permettant de déceler particulièrement les opérations douteuses», ainsi que par la sensibilisation des entités déclarantes à «une transmission

sélective des déclarations à soumettre en privilégiant la qualité plutôt que la quantité, excluant de ce fait les opérations sans lien avec le blanchiment».

Ainsi, les banques qui déclarent tous les dépôts ou les transactions qu'elles jugent douteux s'impliquent activement dans le dispositif de renseignement financier, même si le président de la CTRF estime que le fait de fixer des seuils semble peu pertinent, dans la mesure où ceux qui «blanchissent auront tendance à fractionner leurs placements».

Comme il indique que les médias constituent également une source d'informations susceptibles de donner lieu à une exploitation ultérieure, même si la CTRF ne peut s'autosaisir.

Les autres professions absentes

A contrario, l'engagement des professions non financières (notaires, avocats, experts-comptables, commissaires aux comptes, commissionnaires en douane, agents immobiliers,

concessionnaires automobiles...) quoique requis par la loi de février 2005, modifiée et complétée en février 2012, reste cependant «nul», comme le regrette le président de la Cellule. «Les notaires sont tenus de transmettre des déclarations de soupçons. Mais en pratique, il n'y a pas, malheureusement, de transmission», affirme le responsable de la CTRF, faisant son mea-culpa.

A ce titre, la CTRF compte développer la proximité avec ces professionnels, dans le cadre de rencontres de travail en vue d'«expliquer, cerner les difficultés et examiner des mécanismes» et encourager ces entités à participer davantage au dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent.

Par ailleurs, Abdenour Hibouche indique que la CTRF, appelée à se transformer en autorité administrative indépendante auprès du ministre des Finances, œuvre à l'adhésion de l'Algérie au groupe EGMONT, un forum international des cellules de renseignement.

C. B.

Présentation de la CTRF :

Créée par décret exécutif en avril 2002 et entrée en activité en 2005, la CTRF est un organe spécialisé, financièrement indépendant du ministère des Finances. Il est chargé de collecter et de traiter les déclarations de soupçons qui lui sont transmises par les entités déclarantes (les institutions financières, les professions non financières ainsi que la Banque d'Algérie et les services du ministère des Finances) concernant des transactions ou opérations douteuses.

La CTRF aura à transmettre, le cas échéant, le dossier correspondant au procureur de la République territorialement compétent, chaque fois que les faits sont susceptibles de poursuite pénale.

LES PROCUREURS GÉNÉRAUX ET LES PRÉSIDENTS DES TRIBUNAUX EN CONCLAVE CHEZ CHARFI

Les mises en demeure du garde des Sceaux

C'est une mise en garde à peine voilée que le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Mohamed Charfi, a adressée aux présidents et procureurs généraux des cours, jeudi dernier lors d'une rencontre au siège de son ministère. Cette réunion sera suivie par une autre aujourd'hui samedi avec le Syndicat national des magistrats (SNM).

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Justice est-il insatisfait du travail accompli jusque-là au niveau des cours et autres tribunaux ? Selon une source judiciaire, Mohamed Charfi n'y est pas allé par quatre chemins pour interpellier les cadres de son ministère (procureurs généraux et présidents de cours) pour plus de «professionnalisme» dans l'exercice de leurs métiers.

La réunion qui a duré près de trois heures, s'est tenue à huis clos et a permis au premier responsable du département de la justice de rappeler à ses vis-à-vis, «l'importance des réformes engagées dans le secteur de la justice», tout en rappelant que les présidents des tribunaux et les procureurs de la République étaient le «vecteur essentiel» de la mise en œuvre des politiques judiciaires de l'Etat en les traduisant concrètement au service des justiciables.

Dans son allocution, le ministre a insisté sur le rôle que jouent tous les intervenants du secteur de la justice y compris «vos proches collaborateurs», que sont les personnels du greffe et les autres fonctionnaires, dont ceux des corps communs. Quant à la situation que traverse son secteur, M. Charfi a exhorté les procureurs de la République et les présidents de tribunaux à «être à l'écoute de tous et à prendre les initiatives pertinentes en la matière», affirmant que la «sérénité du travail est la condition d'une justice apaisée, éloignée des invectives et des

conflits marginaux contraires à l'objectivité et l'impartialité de la justice». Selon lui, «la fonction de président de tribunal et de procureur de la République permet de mesurer combien est précieuse la bonne collaboration de la police judiciaire pour une efficacité de l'action pénale. Cela implique que des relations de confiance et de respect soient en permanence entretenues entre les deux corps dans l'intérêt de la lutte contre le crime sous toutes ses formes».

«La justice a besoin de tous ceux qui ont fait serment de la servir, et le juge en premier», a encore souligné M. Charfi, expliquant que «rendre justice n'est pas une simple obligation professionnelle et ne saurait s'accommoder d'une application mécanique de la loi».

Et d'ajouter : «Elle a besoin en ces temps où la corruption fait des ravages, de bons pêcheurs qui savent nouer leur filet afin qu'il laisse passer le menu fretin

pour ne retenir que les requins.»

Pour M. Charfi, «les collaborateurs sont aussi précieux à la qualité de la justice que le juge. Ils sont responsables et même si leurs tâches semblent parfois simples, elles peuvent avoir des conséquences graves sur le contenu du jugement auquel ils contribuent en amont et en aval».

Cette seconde rencontre avec les présidents et procureurs généraux des cours se veut à la fois comme un baromètre d'évaluation et également une mise en garde contre tout «manquement aux règles régissant le secteur de la justice». Le ministre de la Justice a indiqué, en outre, qu'il effectuera avec l'élite opérationnelle de la magistrature une évaluation ponctuelle de l'état de la justice pour «impulser une dynamique morale et élever notre mission conformément aux lois et articles de la Constitution».

A. B.

Ce samedi avec les animateurs du SNM

Après sa rencontre avec les présidents et les procureurs généraux des cours, le ministre de la Justice s'entretiendra aujourd'hui avec les membres du conseil national du Syndicat national des magistrats (SNM). Selon le président du SNM, Djamel Aidouni, «la rencontre entre les deux parties aura lieu au siège de la cour d'Alger et aura pour ordre du jour de débattre de la situation socio-professionnelle des juges». Il s'agit de la seconde réunion que le successeur de Tayeb Belaïz tiendra avec les représentants des magistrats après la rencontre de janvier dernier. Toutefois, il reste à se demander les motifs réels qui ont poussé le garde des Sceaux à rencontrer en un laps de temps très court les animateurs du SNM.

Lors de cette première rencontre, le ministre de la Justice a lancé un appel impérieux à l'ensemble des juges à se «libérer de toute autre préoccupation que celle de conférer à l'acte de juger sa pleine substance». Le ministre avait affirmé également que le challenge majeur de la magistrature algérienne est de «gagner la confiance du citoyen, chose qui ne sera réalisable qu'en garantissant des jugements impartiaux». Dans une récente sortie médiatique, M. Charfi a exhorté les magistrats à une lecture juste des lois, sans zèle ni exagération. Intervenant devant le SNM, le ministre a souligné que les membres du pouvoir judiciaire sont convaincus que la corruption et l'incompétence, l'immoralité et la perversion ne sont pas et ne seront pas une fatalité au pays du million et demi de chouchada.

A. B.

NOUVEAU
REBONDISSEMENT DANS
L'AFFAIRE HABOUL
Où est le rapport du
conseiller rapporteur ?

Les avocats du magistrat Abdellah Haboul n'ont pas réussi à obtenir une copie du rapport du conseiller rapporteur dans l'affaire qui oppose leur client à cinq magistrats du Conseil d'Etat. Une plainte a été déposée auprès du président de la cour d'Alger. Nouveau rebondissement dans l'affaire qui oppose le magistrat Abdallah Haboul aux magistrats du Conseil d'Etat Atika Ferkani, Farouk Ghanem, Ahmed Djeloul, Farida Bouaroudj et Fafa Sayed Lakhdar. Les avocats du plaignant n'ont pas pu avoir accès au rapport rédigé par le conseiller rapporteur.

Ce document est une pièce importante dans le cadre de la procédure engagée devant la chambre civile de la cour d'Alger. Le rapport relate les faits, les moyens soulevés, les questions de droit à trancher et reproduit les dispositifs des conclusions des parties. L'article 546 du code de procédures civile et administrative est très clair : «Le rapport du conseiller rapporteur est déposé au greffe de la chambre, huit jours au moins avant la tenue de l'audience des plaidoiries, pour permettre aux parties d'en prendre connaissance». Dans cette affaire, cette procédure n'a vraisemblablement pas été appliquée. Une situation qui a obligé M^e Abdelhamid Rhioui et M^e Boualegue Lazhari à déposer une plainte officielle auprès du président de la cour d'Alger. L'audience de jeudi, qui devait être consacrée aux plaidoiries, s'est finalement transformée en joute verbale entre les avocats de Abdallah Haboul et la présidente Yasmina Benaâmourne. «Madame la présidente, nous nous sommes présentés mercredi au service de greffe pour retirer une copie du rapport mais nous n'avons obtenu ni ce document ni même le dossier de l'affaire», indique M^e Rhioui. «Vous êtes arrivés trop tard, on ne se présente pas au service de greffe à 15 heures», réplique la présidente. L'avocat rectifie : «Nous y étions à 14 heures et non pas à 15 heures. Sachez également que mon confrère et moi-même sommes installés à l'est du pays et que nous avons fait des centaines de kilomètres dans des conditions climatiques difficiles pour rejoindre Alger.»

M^e Rhioui revient à la charge en expliquant que la loi n'a pas été appliquée puisque le rapport du conseiller rapporteur n'avait pas été déposé auprès du greffe comme le stipule l'article 546 du code de procédures civile et administrative. Déstabilisée par ces propos, Yasmina Benaâmourne tente de se défendre en criant : «Je jure que le rapport est au service de greffe depuis dimanche dernier !» Les avocats acceptent finalement le report de l'affaire. La prochaine audience est programmée pour le 28 février.

Tarek Hafid